

*Questions orales*

**M. Lang:** Je comprends les instances du député. Je discuterai également de cette question avec mon collègue, le solliciteur général, en fonction de bills à venir.

\* \* \*

**LE LOGEMENT****L'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À UNE RÉDUCTION DES TAUX ET À LA RELANCE DES MISES EN CHANTIER**

**M. John Gilbert (Broadview):** Ma question s'adresse au ministre d'État aux Affaires urbaines. Les banques ont augmenté leurs taux d'intérêt hypothécaires la semaine dernière, ce qui risque d'avoir de graves répercussions sur le marché du logement cette année. Comme le ministre et ses fonctionnaires ont communiqué avec des représentants des banques au sujet des effets de cette augmentation, le ministre peut-il nous donner les résultats de ces consultations et nous assurer que les banques vont annuler cette augmentation?

**L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur l'Orateur, je ne puis certainement pas donner une telle assurance aux députés. Mes fonctionnaires et moi-même avons régulièrement des discussions avec les prêteurs, les constructeurs et des groupes de clients. Nous suivons la situation de très près et faisons notre possible pour que le marché des hypothèques reste stable et que les Canadiens puissent acquérir des logements.

**M. Gilbert:** M. Peter Carter, directeur général adjoint de la banque royale, a déclaré hier dans un discours que les taux d'intérêt hypothécaires étaient probablement à leur niveau le plus bas à l'heure actuelle et qu'ils augmenteraient brutalement au cours de l'année; il estimait par ailleurs à 180,000 le nombre de mises en chantier pour l'année. Que compte faire le ministre pour contrôler les taux d'intérêt et augmenter le nombre des mises en chantier?

**M. Danson:** Je ne contrôle pas les taux d'intérêt. Nous devons suivre les marchés monétaires et nous faisons en sorte que les Canadiens puissent acheter des maisons. C'est ce que nous essayons de faire et nous essayons également de trouver des logements à louer et cela, dans des circonstances extrêmement difficiles et un climat économique incertain. Je puis cependant assurer au député que je vais pas prendre de mesures à long terme pour remédier à une situation dont les conséquences peuvent être d'assez courte durée.

\* \* \*

**LES COALITIONS****LE PROJET DE REPRISE D'ARGUS CORPORATION PAR POWER CORPORATION—LA DIVERGENCE D'OPINIONS AU SEIN DU CABINET**

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre suppléant. Le premier ministre, parlant de l'éventuelle mainmise de Power Corporation sur Argus Corporation, a déclaré ne pas savoir s'il s'agissait d'une bonne chose; le ministre de l'Industrie et du Commerce a, quant à lui, confié à ses mandants qu'il s'y opposait. Le premier ministre suppléant pourrait-il nous dire si le premier ministre et

[M. Beatty.]

le ministre de l'Industrie et du Commerce énonçaient en l'occurrence la politique du gouvernement? Le gouvernement tient-il compte de l'opinion du ministre de l'Industrie et du Commerce?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, en réponse à la seconde partie de la question, je dirai que le gouvernement apprécie vivement le ministre de l'Industrie et du Commerce, et que celui-ci contribue grandement à la vigueur et à la stabilité de l'économie canadienne.

Quant à la première partie de la question, parce qu'il y a divergence d'opinions et une certaine incertitude, nous avons nommé une commission royale d'enquête chargée d'examiner toute la situation.

● (1500)

**AFFAIRES COURANTES**

[Traduction]

**LE CODE CRIMINEL****LA PEINE DE MORT—PRÉSENTATION D'UNE PÉTITION**

**M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta):** Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter une pétition au sujet de la peine capitale au nom de plus de 200,000 personnes intéressées d'un bout à l'autre du Canada—un très faible pourcentage de la très grande majorité des gens qui sont en faveur de la peine capitale. J'ajouterai que ces formulaires de pétitions sont disponibles partout au pays dans les deux langues officielles.

**QUESTIONS AU FEUILLETON**

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

**M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, on répond aujourd'hui aux questions n<sup>os</sup> 705, 1224, 1457, 1557, 1563, 1584, 1588, 1669, 1925, 1926, 1930, 1952, 2012, 2019, 2078, 2141, 2192, 2210 et 2217.

Monsieur l'Orateur, si la question n<sup>o</sup> 704 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, le document serait déposé immédiatement.

Je demande, monsieur l'Orateur, que les autres questions restent au *Feuilleton*.

[Texte]

**MINISTÈRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE L'IMMIGRATION—LE COÛT DES VOYAGES À L'ÉTRANGER****Question n<sup>o</sup> 705—M. Stevens:**

1. Pour chacune des années financières terminées le 31 mars 1972, 1973 et 1974 et pour la période de six mois terminée le 30 septembre 1974, quelle somme d'argent globale le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a-t-il dépensée pour les voyages à l'étranger a) du ministre et du personnel de son cabinet, b) du personnel du Ministère, c) du personnel des conseils, des commissions, des tribunaux, des agences de la Couronne ou d'autres agences du même genre, relevant du ministre, d) d'autres personnes dont les frais ont été remboursés, en